



**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 23 AVRIL 2018
GEMEENTERAAD VAN 23 APRIL 2018**

**NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA**

Ouverture de la séance à 19:15
Opening van de zitting om 19:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

23.04.2018/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

23.04.2018/A/0002 **Procès-verbal du Conseil communal du 26 mars 2018; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 26 maart 2018, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

Proces-verbaal van de Gemeenteraad van 26 maart 2018; goedkeuring.

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 26 maart 2018. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

*2 annexes / 2 bijlagen
PV COMPLET 26.03.2018.pdf, PV PUBLIC 26.03.2018.pdf*

23.04.2018/A/0003 **IBE - IBG - Sibelgaz; modifications statutaires.**

Le Conseil communal,

Compte tenu des participations de la commune de Saint-Josse-ten-Noode dans Sibelgaz, association chargée de mission ayant son siège social situé à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie 13, et dans les intercommunales IBE et IBG, toutes deux ayant leur siège social situé à 1210

Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie 13;

Vu la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales en ce qui concerne IBE et IBG, et en particulier l'article 9 qui dispose que toute modification aux statuts qui entraîne pour les communes des obligations supplémentaires ou une diminution de

leurs droits, doit faire l'objet d'une délibération et d'une décision des conseils communaux;

Vu le décret du 6 juillet 2001 portant réglementation de la coopération intercommunale en ce qui concerne Sibelgaz, et en particulier l'article 44 qui dispose que le conseil communal désigne parmi ses membres un représentant pour l'assemblée générale et établit son mandat pour chaque assemblée générale;

Vu les statuts de Sibelgaz, et en particulier l'article 49 qui prévoit que les communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale se retireront de Sibelgaz de plein droit le 1^{er} juillet 2019, sans que la moindre décision supplémentaire ne soit requise;

Vu les statuts de IBE et de IBG, et en particulier leurs articles 9, E, qui disposent que les communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale se retireront de IBE et de IBG respectivement de plein droit le 1^{er} juillet 2019, sans que la moindre décision supplémentaire ne soit requise, sauf si, avant cette date, elles ont exprimé le souhait de rester membre;

Considérant que IBE, IBG et Sibelgaz seront soumis à des réorganisations dans le cadre de restructurations au sein du secteur flamand de la distribution, en ce compris des modifications statutaires qui légitiment le fait d'avancer la date de retrait anticipé mentionnée ci-dessus de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, ainsi que des autres communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale, de Sibelgaz à un retrait avec effet immédiat lors de l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2018, et de IBE et IBG à un retrait avec effet au 31 décembre 2018;

1. Sibelgaz

Vu les réorganisations envisagées, en ce compris une modification statutaire qui avance la date de retrait anticipé de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, ainsi que des autres communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale, de Sibelgaz à un retrait avec effet immédiat lors de l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2018, sur base de l'article 603 alinéa 1 du Décret sur l'administration locale;

Considérant que ce point est à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de Sibelgaz qui se tiendra le 26 juin 2018. L'agenda est libellé comme suit:

"modification de la date de retrait anticipé des communes appartenant à la Région de Bruxelles-Capitale en un retrait avec entrée en vigueur immédiat au 26 juin 2018";

Vu les pièces de documentation produites par le conseil d'administration de Sibelgaz, en ce compris le rapport circonstancié accompagnant les propositions mentionnées;

2. IBE

Vu les réorganisations envisagées, en ce compris une modification statutaire qui avance la date de retrait anticipé de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, ainsi que des autres communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale, de IBE à un retrait avec effet au 31 décembre 2018, conformément à l'article 8 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales;

Considérant que ce point est à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de IBE qui se tiendra le 26 juin 2018, comme suit:

"modification de la date de retrait anticipé des communes appartenant à la Région de Bruxelles-Capitale vers un retrait avec effet au 31 décembre 2018 et avec renonciation au délai déterminé à l'article 9, B des statuts", ensemble avec une série d'autres points qui n'intéressent pas la commune de Saint-Josse-ten-Noode, ni les autres communes de la Région de Bruxelles Capitale, soit parce qu'ils n'entraînent aucune obligation supplémentaire ou une diminution de leurs droits, soit parce qu'ils concernent une période postérieure à leur retrait;

Considérant que bien que la commune de Saint-Joose-ten-Noode va voter sur ces points lors de l'assemblée générale extraordinaire, ces points ne requièrent aucune délibération ou décision de ce conseil communal, vu qu'ils ne touchent pas aux droits et obligations de la commune de Saint-Josse-ten-Noode;

Vu les pièces de documentation produites par le conseil d'administration de IBE, en ce compris le rapport circonstancié accompagnant les propositions mentionnées;

3. IBG

Vu les restructurations envisagées, en ce compris une modification statutaire qui avance la date de retrait anticipé de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, ainsi que des autres communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale, de IBG à un retrait avec effet au 31 décembre 2018, conformément à l'article 8 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales;

Considérant que ce point est à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de IBG qui se tiendra le 26 juin 2018 comme suit:

"modification de la date de retrait anticipé des communes appartenant à la Région de Bruxelles-Capitale vers un retrait avec effet au 31 décembre 2018 et avec renonciation au délai déterminé à l'article 9, B des statuts", ensemble avec une série d'autres points qui n'intéressent pas la commune de Saint-Josse-ten-Noode, ni les autres communes de la Région de Bruxelles Capitale soit parce qu'ils n'entraînent aucune obligation supplémentaire ou une diminution de leurs droits, soit parce qu'ils concernent une période postérieure à leur retrait;

Considérant que bien que la commune de Saint-Josse-ten-Noode va voter sur ces points lors de l'assemblée générale extraordinaire, ces points ne requièrent aucune délibération ou décision de ce conseil communal, vu qu'ils ne touchent pas aux droits et obligations de la commune de Saint-Josse-ten-Noode;

Vu les pièces de documentation produites par le conseil d'administration de IBG, en ce compris le rapport circonstancié accompagnant les propositions mentionnées;

Sur proposition du Collège du Bourgmestre et des Echevins;

Décide :

Article 1:

De donner son accord à la modification de la date de retrait anticipé des communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale de Sibelgaz en un retrait avec effet immédiat au 26 juin 2018 et de demander à l'assemblée générale extraordinaire de Sibelgaz d'approuver cette modification de la date de retrait anticipé.

Article 2:

De donner son accord à la modification de la date de retrait anticipé des communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale de IBE en un retrait avec effet au 31 décembre 2018 et avec renonciation au terme déterminé à l'article 9, B des statuts et de demander à l'assemblée générale extraordinaire de IBE d'approuver cette modification de la date de retrait anticipé.

Article 3:

De donner son accord à la modification de la date de retrait anticipé des communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale de IBG en un retrait avec effet au 31 décembre 2018 et avec renonciation au terme déterminé à l'article 9, B des statuts et de demander à l'assemblée générale extraordinaire de IBG d'approuver cette modification de la date de retrait anticipé.

Article 4:

Donner procuration aux mandataires désignés par le Conseil communal aux fins de

représenter la commune de Saint-Josse-ten-Noode aux assemblées générales extraordinaires de Sibelgas, IBE et IBG le 26 juin 2018 et de voter sur tous les points à l'ordre du jour de ces assemblées générales extraordinaires.

Article 5:

Confier au collège du bourgmestre et des échevins l'exécution de cette décision, en ce compris une délégation plus large des pouvoirs spéciaux octroyés par cette décision.

IBE - IBG - Sibelgas; statutenwijzigingen.

De Gemeenteraad,

Gelet op de deelnemingen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node in Sibelgas, opdrachthoudende vereniging met maatschappelijke zetel te Sterrenkundelaan 13, 1210 Sint-Joost-ten-Node, en in de intercommunales IBE en IBG, beide met maatschappelijke zetel te Sterrenkundelaan 13, 1210 Sint-Joost-ten-Node;

Gelet op de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales voor wat betreft IBE en IBG, en in het bijzonder artikel 9 dat vereist dat iedere wijziging van de statuten die voor de gemeenten bijkomende verplichtingen of een vermindering van hun rechten meebrengt het voorwerp moet zijn van een beraadslaging in en beslissing van de gemeenteraden;

Gelet op het Decreet intergemeentelijke samenwerking van 6 juli 2001 voor wat betreft Sibelgas, en in het bijzonder artikel 44 dat bepaalt dat de gemeenteraad een vertegenwoordiger in de algemene vergadering aanstelt uit haar leden en diens mandaat voor elke algemene vergadering vaststelt;

Gelet op de statuten van Sibelgas, en in het bijzonder artikel 49 dat bepaalt dat de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van rechtswege uit Sibelgas zullen treden op 1 juli 2019, zonder dat enige bijkomende beslissing vereist is;

Gelet op de statuten van IBE en IBG, en in het bijzonder telkens artikel 9, E, die bepalen dat de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van rechtswege uit IBE, respectievelijk IBG zullen treden op 1 juli 2019, zonder dat enige bijkomende beslissing vereist is, behalve indien zij voor die datum de wens hebben uitgedrukt om lid te blijven;

Overwegende dat IBE, IBG en Sibelgas hervormingen zullen ondergaan die passen in herstructureringen binnen de Vlaamse distributiesector, met inbegrip van statutenwijzigingen die rechtvaardigen om de hierboven vermelde vervroegde uittredingsdatum van de gemeente Sint-Joost-ten-Node, evenals de andere gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uit Sibelgas te vervroegen naar een uittreding met onmiddellijke ingang op de buitengewone algemene vergadering van 26 juni 2018, en uit IBE en IBG naar een uittreding met ingang op 31 december 2018;

1. Sibelgas

Gelet op de geplande hervormingen, met inbegrip van een statutenwijziging die de vervroegde uittredingsdatum van de gemeente Sint-Joost-ten-Node, evenals de andere gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uit Sibelgas vervroegt naar een uittreding met onmiddellijke ingang op de buitengewone algemene vergadering van 26 juni 2018, op basis van artikel 603, lid 1 van het Decreet Lokaal Bestuur;

Overwegende dat dit punt op de dagorde staat van de buitengewone algemene vergadering van Sibelgas die zal gehouden worden op 26 juni 2018. De agenda luidt als volgt:

"wijziging vervroegde uittredingsdatum van de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in een uittreding met onmiddellijke ingang op 26 juni 2018";

Gelet op de documentatiestukken uitgewerkt door de Raad van Bestuur van Sibelgas, daarin begrepen het omstandig verslag bij de vermelde voorstellen;

2. IBE

Gelet op de geplande hervormingen, met inbegrip van een statutenwijziging die de vervroegde uittredingsdatum van de gemeente Sint-Joost-ten-Node, evenals de andere gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uit IBE vervroegt naar een uittreding met ingang van 31 december 2018, conform artikel 8 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales;

Overwegende dat dit punt op de dagorde staat van de buitengewone algemene vergadering van IBE die zal gehouden worden op 26 juni 2018 als volgt:

"wijziging vervroegde uittredingsdatum van de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in een uittreding met ingang van 31 december 2018 en met verzaking aan de termijn vermeld in artikel 9, B van de statuten", tezamen met een

aantal andere punten die de gemeente Sint-Joost-ten-Node, evenals de andere gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet aanbelangen omdat zij ofwel geen bijkomende verplichtingen of een vermindering van hun rechten met zich meebrengen, ofwel aangezien zij betrekking hebben op de periode na hun uittreding;

Overwegende dat alhoewel de gemeente Sint-Joost-ten-Node op de buitengewone algemene vergadering over deze punten zal stemmen, deze punten geen beraadslaging of beslissing van deze gemeenteraad vereisen, aangezien deze de rechten en plichten van de gemeente Sint-Joost-ten-Node niet raken;

Gelet op de documentatiestukken uitgewerkt door de Raad van Bestuur van IBE, daarin begrepen het omstandig verslag bij de vermelde voorstellen;

3. IBG

Gelet op de geplande hervormingen, met inbegrip van een statutenwijziging die de vervroegde uittredingsdatum van de gemeente Sint-Joost-ten-Node, evenals de andere gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uit IBG vervroegt naar een uittreding met ingang van 31 december 2018, conform artikel 8 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales;

Overwegende dat dit punt op de dagorde staat van de buitengewone algemene vergadering van IBG die zal gehouden worden op 26 juni 2018 als volgt:

"wijziging vervroegde uittredingsdatum van de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in een uittreding met ingang van 31 december 2018 en met verzaking aan de termijn vermeld in artikel 9, B van de statuten", tezamen met een

aantal andere punten die de gemeente Sint-Joost-ten-Node, evenals de andere gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet aanbelangen omdat zij ofwel geen bijkomende verplichtingen of een vermindering van hun rechten met zich meebrengen, ofwel aangezien zij betrekking hebben op de periode na hun uittreding;

Overwegende dat alhoewel de gemeente Sint-Joost-ten-Node op de buitengewone algemene vergadering over deze punten zal stemmen, deze punten geen beraadslaging of beslissing van deze gemeenteraad vereisen, aangezien deze de rechten en plichten van de gemeente Sint-Joost-ten-Node niet raken;

Gelet op de documentatiestukken uitgewerkt door de Raad van Bestuur van IBG, daarin begrepen het omstandig verslag bij de vermelde voorstellen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit :

Artikel 1:

haar goedkeuring te verlenen aan de wijziging van de vervroegde uittredingsdatum van de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uit Sibelgas in een uittreding met onmiddellijke ingang op 26 juni 2018 en de buitengewone algemene vergadering van Sibelgas te verzoeken in te stemmen met deze wijziging van de vervroegde uittredingsdatum.

Artikel 2:

haar goedkeuring te verlenen aan de wijziging van de vervroegde uittredingsdatum van de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uit IBE in een uittreding met ingang van 31 december 2018 en met verzaking aan de termijn vermeld in artikel 9, B van de statuten en de buitengewone algemene vergadering van IBE te verzoeken in te stemmen met deze wijziging van de vervroegde uittredingsdatum.

Artikel 3:

haar goedkeuring te verlenen aan de wijziging van de vervroegde uittredingsdatum van de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uit IBG in een uittreding met ingang van 31 december 2018 en met verzaking aan de termijn vermeld in artikel 9, B van de statuten en de buitengewone algemene vergadering van IBG te verzoeken in te stemmen met deze wijziging van de vervroegde uittredingsdatum.

Artikel 4:

Volmacht aan de mandatarissen aangeduid door de Gemeenteraad te verlenen teneinde de gemeente Sint-Joost-ten-Node te vertegenwoordigen op de buitengewone algemene vergaderingen van Sibelgas, IBE, IBG op 26 juni 2018 en te stemmen op alle punten van de dagorde van die buitengewone algemene vergaderingen.

Artikel 5:

het college van burgemeester en schepenen te gelasten met de uitvoering van dit besluit, met inbegrip van een verdere delegatie van de bijzondere machtiging verleend bij dit besluit.

2 annexes / 2 bijlagen

ST JOSSE AGO-GAV IBE-IBG-SIB.pdf, ST JOSSE AGE-BAV IBE-IBG-SIB.pdf

23.04.2018/A/0004 **Sibelgaz; modifications statutaires; assemblées générales ordinaire et extraordinaire; désignation d'un représentant de la Commune.**

Le Conseil communal,

Compte tenu des participations de la commune de Saint-Josse-ten-Noode dans Sibelgaz, association chargée de mission ayant son siège social situé à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie 13, et dans les intercommunales IBE et IBG, toutes deux ayant leur siège social situé à 1210

Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie 13;

Vu le décret du 6 juillet 2001 portant réglementation de la coopération intercommunale en ce qui concerne Sibelgaz, et en particulier l'article 44 qui dispose que le conseil

communal désigne parmi ses membres un représentant pour l'assemblée générale et établit son mandat pour chaque assemblée générale;

Vu les statuts de Sibelgaz, et en particulier l'article 49 qui prévoit que les communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale se retireront de Sibelgaz de plein droit le 1^{er} juillet 2019, sans que la moindre décision supplémentaire ne soit requise;

Considérant que IBE, IBG et Sibelgaz seront soumis à des réorganisations dans le cadre de restructurations au sein du secteur flamand de la distribution, en ce compris des modifications statutaires qui légitiment le fait d'avancer la date de retrait anticipé mentionnée ci-dessus de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, ainsi que des autres communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale, de Sibelgaz à un retrait avec effet immédiat lors de l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2018, et de IBE et IBG à un retrait avec effet au 31 décembre 2018;

Vu les assemblées générales ordinaire et extraordinaire qui auront lieu le 26 juin 2018;

Vu qu'il y a lieu de désigner un représentant de notre commune à ces assemblées;

Décide :

de désigner M _____ en tant que représentant de Saint-Josse-ten-Noode.

Sibelgas; statutenwijzigingen; gewone en buitengewone vergaderingen; aanduiding van een vertegenwoordiger van de gemeente.

De Gemeenteraad,

Gelet op de deelnemingen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node in Sibelgas, opdrachthoudende vereniging met maatschappelijke zetel te Sterrenkundelaan 13, 1210 Sint-Joost-ten-Node, en in de intercommunales IBE en IBG, beide met maatschappelijke zetel te Sterrenkundelaan 13, 1210 Sint-Joost-ten-Node;

Gelet op het Decreet intergemeentelijke samenwerking van 6 juli 2001 voor wat betreft Sibelgas, en in het bijzonder artikel 44 dat bepaalt dat de gemeenteraad een vertegenwoordiger in de algemene vergadering aanstelt uit haar leden en diens mandaat voor elke algemene vergadering vaststelt;

Gelet op de statuten van Sibelgas, en in het bijzonder artikel 49 dat bepaalt dat de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van rechtswege uit Sibelgas zullen treden op 1 juli 2019, zonder dat enige bijkomende beslissing vereist is; Overwegende dat IBE, IBG en Sibelgas hervormingen zullen ondergaan die passen in herstructureringen binnen de Vlaamse distributiesector, met inbegrip van statutenwijzigingen die rechtvaardigen om de hierboven vermelde vervroegde uittredingsdatum van de gemeente Sint-Joost-ten-Node, evenals de andere gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uit Sibelgas te vervroegen naar een uittreding met onmiddellijke ingang op de buitengewone algemene vergadering van 26 juni 2018, en uit IBE en IBG naar een uittreding met ingang op 31 december 2018;

Gelet op de gewone en buitengewone algemene vergaderingen die plaats zullen vinden op 26 juni 2018;

Overwegende dat een vertegenwoordiger van de gemeente aan deze vergaderingen aanduiden moeten worden;

Beslist :

1 annexe / 1 bijlage
IBE-IBG+Sibelgaz.pdf

23.04.2018/A/0005 **IBG; modifications statutaires; assemblées générales ordinaire et extraordinaire; désignation d'un représentant de la Commune.**

Le Conseil communal,

Compte tenu des participations de la commune de Saint-Josse-ten-Noode dans Sibelgaz, association chargée de mission ayant son siège social situé à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie 13, et dans les intercommunales IBE et IBG, toutes deux ayant leur siège social situé à 1210

Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie 13;

Vu la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales en ce qui concerne IBE et IBG, et en particulier l'article 9 qui dispose que toute modification aux statuts qui entraîne pour les communes des obligations supplémentaires ou une diminution de leurs droits, doit faire l'objet d'une délibération et d'une décision des conseils communaux;

Vu les statuts de IBE et de IBG, et en particulier leurs articles 9, E, qui disposent que les communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale se retireront de IBE et de IBG respectivement de plein droit le 1^{er} juillet 2019, sans que la moindre décision supplémentaire ne soit requise, sauf si, avant cette date, elles ont exprimé le souhait de rester membre;

Considérant que IBE, IBG et Sibelgaz seront soumis à des réorganisations dans le cadre de restructurations au sein du secteur flamand de la distribution, en ce compris des modifications statutaires qui légitiment le fait d'avancer la date de retrait anticipé mentionnée ci-dessus de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, ainsi que des autres communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale, de Sibelgaz à un retrait avec effet immédiat lors de l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2018, et de IBE et IBG à un retrait avec effet au 31 décembre 2018;

Vu les assemblées générales ordinaire et extraordinaire qui auront lieu le 26 juin 2018;

Vu qu'il y a lieu de désigner un représentant de notre commune à ces assemblées;

Décide :

de désigner M _____ en tant que représentant de Saint-Josse-ten-Noode.

IBG; statutenwijzigingen; gewone en buitengewone vergaderingen; aanduiding van een vertegenwoordiger van de gemeente.

De Gemeenteraad,

Gelet op de deelnemingen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node in Sibelgas, opdrachthoudende vereniging met maatschappelijke zetel te Sterrenkundelaan 13, 1210 Sint-Joost-ten-Node, en in de intercommunales IBE en IBG, beide met maatschappelijke zetel te Sterrenkundelaan 13, 1210 Sint-Joost-ten-Node;

Gelet op de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales voor wat

betreft IBE en IBG, en in het bijzonder artikel 9 dat vereist dat iedere wijziging van de statuten die voor de gemeenten bijkomende verplichtingen of een vermindering van hun rechten meebrengt het voorwerp moet zijn van een beraadslaging in en beslissing van de gemeenteraden;

Gelet op de statuten van IBE en IBG, en in het bijzonder telkens artikel 9, E, die bepalen dat de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van rechtswege uit IBE, respectievelijk IBG zullen treden op 1 juli 2019, zonder dat enige bijkomende beslissing vereist is, behalve indien zij voor die datum de wens hebben uitgedrukt om lid te blijven;

Overwegende dat IBE, IBG en Sibelgas hervormingen zullen ondergaan die passen in herstructureringen binnen de Vlaamse distributiesector, met inbegrip van statutenwijzigingen die rechtvaardigen om de hierboven vermelde vervroegde uittredingsdatum van de gemeente Sint-Joost-ten-Node, evenals de andere gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uit Sibelgas te vervroegen naar een uittreding met onmiddellijke ingang op de buitengewone algemene vergadering van 26 juni 2018, en uit IBE en IBG naar een uittreding met ingang op 31 december 2018;

Gelet op de gewone en buitengewone algemene vergaderingen die plaats zullen vinden op 26 juni 2018;

Overwegende dat een vertegenwoordiger van de gemeente aan deze vergaderingen aanduiden moeten worden;

Beslist :

aan te duiden als vertegenwoordiger van Sint-Joost-ten-Node.

*1 annexe / 1 bijlage
IBE-IBG+Sibelgaz-1.pdf*

23.04.2018/A/0006 **IBE; modifications statutaires; assemblées générales ordinaire et extraordinaire; désignation d'un représentant de la Commune.**

Le Conseil communal,

Compte tenu des participations de la commune de Saint-Josse-ten-Noode dans Sibelgaz, association chargée de mission ayant son siège social situé à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie 13, et dans les intercommunales IBE et IBG, toutes deux ayant leur siège social situé à 1210

Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie 13;

Vu la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales en ce qui concerne IBE et IBG, et en particulier l'article 9 qui dispose que toute modification aux statuts qui entraîne pour les communes des obligations supplémentaires ou une diminution de leurs droits, doit faire l'objet d'une délibération et d'une décision des conseils communaux;

Vu les statuts de IBE et de IBG, et en particulier leurs articles 9, E, qui disposent que les communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale se retireront de IBE et de IBG respectivement de plein droit le 1^{er} juillet 2019, sans que la moindre décision supplémentaire ne soit requise, sauf si, avant cette date, elles ont exprimé le souhait de rester membre;

Considérant que IBE, IBG et Sibelgaz seront soumis à des réorganisations dans le cadre de restructurations au sein du secteur flamand de la distribution, en ce compris des modifications statutaires qui légitiment le fait d'avancer la date de retrait anticipé

mentionnée ci-dessus de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, ainsi que des autres communes appartenant à la Région de Bruxelles Capitale, de Sibelgaz à un retrait avec effet immédiat lors de l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2018, et de IBE et IBG à un retrait avec effet au 31 décembre 2018;

Vu les assemblées générales ordinaire et extraordinaire qui auront lieu le 26 juin 2018;

Vu qu'il y a lieu de désigner un représentant de notre commune à ces assemblées;

Décide :

de désigner M _____ en tant que représentant de Saint-Josse-ten-Noode.

IBE; statutenwijzigingen; gewone en buitengewone vergaderingen; aanduiding van een vertegenwoordiger van de gemeente.

De Gemeenteraad,

Gelet op de deelnemingen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node in Sibelgas, opdrachthoudende vereniging met maatschappelijke zetel te Sterrenkundelaan 13, 1210 Sint-Joost-ten-Node, en in de intercommunales IBE en IBG, beide met maatschappelijke zetel te Sterrenkundelaan 13, 1210 Sint-Joost-ten-Node;

Gelet op de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales voor wat betreft IBE en IBG, en in het bijzonder artikel 9 dat vereist dat iedere wijziging van de statuten die voor de gemeenten bijkomende verplichtingen of een vermindering van hun rechten meebrengt het voorwerp moet zijn van een beraadslaging in en beslissing van de gemeenteraden;

Gelet op de statuten van IBE en IBG, en in het bijzonder telkens artikel 9, E, die bepalen dat de gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van rechtswege uit IBE, respectievelijk IBG zullen treden op 1 juli 2019, zonder dat enige bijkomende beslissing vereist is, behalve indien zij voor die datum de wens hebben uitgedrukt om lid te blijven;

Overwegende dat IBE, IBG en Sibelgas hervormingen zullen ondergaan die passen in herstructureringen binnen de Vlaamse distributiesector, met inbegrip van statutenwijzigingen die rechtvaardigen om de hierboven vermelde vervroegde uittredingsdatum van de gemeente Sint-Joost-ten-Node, evenals de andere gemeenten behorende tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uit Sibelgas te vervroegen naar een uittreding met onmiddellijke ingang op de buitengewone algemene vergadering van 26 juni 2018, en uit IBE en IBG naar een uittreding met ingang op 31 december 2018;

Gelet op de gewone en buitengewone algemene vergaderingen die plaats zullen vinden op 26 juni 2018;

Overwegende dat een vertegenwoordiger van de gemeente aan deze vergaderingen aanduiden moeten worden;

Beslist :

aan te duiden als vertegenwoordiger van Sint-Joost-ten-Node.

1 annexe / 1 bijlage

IBE-IBG+Sibelgaz-2.pdf

23.04.2018/A/0007 **Intercommunale « Académie des Arts de la Parole, de la Danse et de la Musique de Saint-Josse-ten-Noode / Schaerbeek » ; approbation du projet de modification des statuts.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 22 décembre 1986 sur les intercommunales ;

Vu les statuts coordonnés de l'intercommunale « Académie des Arts de la Parole, de la Danse et de la Musique de Saint-Josse-ten-Noode / Schaerbeek » ;

Vu le rapport du Réviseur d'entreprises désigné, tel que daté du 15 juin 2017 ;

Considérant que le rapport précité reprend un ensemble d'observations visant à améliorer le fonctionnement de l'intercommunale ;

Considérant que c'est sur cette base que l'Assemblée générale et le Conseil d'administration de l'intercommunale proposent les modifications statutaires reprises en annexes ;

Décide :

- d'approuver le projet de modification des statuts de l'Intercommunale « Académie des Arts de la Parole, de la Danse et de la Musique de Saint-Josse-ten-Noode / Schaerbeek » repris en annexes.

6 annexes / 6 bijlagen

Academie intercommunale statuts modifiés 19-03-2018.pdf, Modifications des statuts 16-01-2017 publie.pdf, Statut de l'Académie Intercommunale.pdf, Academie intercommunale statuts modifications visibles 19-03-2018.pdf, Rapport réviseur Mme Buelens.pdf, Modifications des statuts 21-12-2017 publie.pdf

23.04.2018/A/0008 **Budget 2018; investissements extraordinaires; marché des emprunts communaux : approbation du règlement de consultation.**

Mesdames, Messieurs,

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et notamment l'article 28 § 1er, 6°, le domaine des emprunts communaux est exclu expressément de l'application de cette loi « Marchés publics ».

Toutefois, la conclusion d'emprunts en vue de couvrir les investissements communaux reste un marché passé par un service public et à ce titre il doit observer les principes de bonne administration, de transparence et d'égalité de traitement.

Compte tenu de ce qui précède, un règlement de consultation de marché a été élaboré en vue de passer un marché relatif aux emprunts nécessaires à la couverture des investissements extraordinaires de notre Commune pour l'exercice 2018.

Ce document reprend la quasi totalité des éléments techniques et autres tels qu'ils se

retrouvaient dans les cahiers spéciaux des charges des années précédentes hormis qu'il ne fait plus aucune référence à la loi « Marchés publics » du 17 juin 2016 puisque ce type de marché de services en est exclu.

Compte tenu du programme extraordinaire du budget 2018, le présent marché est estimé à +/- 6.235.000 €. Ce montant représente le coût pour la Commune, de la conclusion d'emprunts pour un montant total de 55.459.500 €.

Nous avons dès lors l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous convier à adopter tels que versés au dossier :

- 1) le texte de délibération du Conseil qui arrête le règlement de consultation du marché relatif à la conclusion d'emprunts pour couvrir des dépenses d'investissements extraordinaires de la Commune pour l'année 2018;
- 2) le « Règlement de consultation » y relatif.

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale, et notamment les articles 117, alinéa 1er et 234 alinéa 1er,

Vu l'article 28 §1er, 6° de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics selon lequel : « ne sont pas soumis à l'application de la présente loi, les marchés publics de services ayant pour objet les prêts qu'ils soient ou non liés à l'émission, à la vente, à l'achat ou au transfert de titres ou d'autres instruments financiers » ;

Considérant que les emprunts en vue de couvrir les investissements émergeant au budget extraordinaire de la Commune sont visés par cette disposition ;

Considérant que les principes de bonne administration, de transparence et d'égalité de traitement doivent néanmoins être observés ;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché ayant pour objet la conclusion d'emprunts pour le financement des dépenses extraordinaires du budget communal pour 2018 comme spécifié règlement de consultation versé au dossier,

Considérant que le montant estimé du marché dont il est question à l'alinéa qui précède s'élève approximativement à 6.235.000 €,

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Arrête :

Article 1er

Il sera passé un marché estimé à 6.235.000 € ayant pour objet la conclusion d'emprunts pour un montant de 55.459.500 € pour le financement des dépenses extraordinaires de la Commune - exercice 2018 - comme spécifié au règlement de consultation ci-annexé.

Article 2

Le marché dont il est question à l'article 1er sera régi par le règlement de consultation annexé à la présente délibération.

Article 3

Le règlement de consultation sera envoyé auprès de 3 banques au moins.

Article 4

Les charges d'intérêts et d'amortissements seront prévues annuellement dans le budget ordinaire aux articles correspondants aux emprunts contractés.

Begroting 2018 ; buitengewone investeringen; opdracht voor de gemeenteleningen : goedkeuring van het consultatiereglement.

Mevrouwen, Mijne Heren,

Sinds de intrede van de wet van 17 juni 2016 met betrekking tot de overheidsopdrachten, en o.a. artikel 28 § 1, 6°, vallen de gemeenteleningen niet meer onder de toepassing van deze wet "Openbare opdrachten".

Nochtans blijft het afsluiten van leningen om gemeentelijke investeringen te dekken, een opdracht van een openbare dienst en ten deze titel moet hij de principes van goed bestuur, van transparantie en van gelijkheid van behandeling naleven.

Ingevolge wat voorafgaat, werd een consultatiereglement opgemaakt om een opdracht aan te gaan betreffende de nodige leningen om de buitengewone investeringen van onze Gemeente voor 2018 te dekken.

Dit document herneemt de quasi totaliteit van de technische en andere elementen zoals zij zich in de voorbije speciale lastenboeken bevonden, behalve er geen enkele referenties over de wet van 16 juni 2016 "Openbare opdrachten" werd gemaakt vermits deze type van opdracht er werd uitgeschakeld.

Rekening houdend met de buitengewone programma van de begroting 2018, is de huidige opdracht op +/- 6.235.000 € geraamd. Dit bedrag vertegenwoordigt de kosten voor de Gemeente, van de afsluiting van leningen voor een bedrag van 55.459.500 €.

Wij hebben dus de eer, Mevrouwen, Mijne Heren, U uit te nodigen om wat volgt goed te keuren zoals gevoegd bij het dossier :

- 1) de tekst van de beraadslaging die het consultatiereglement vaststelt, betreffende het afsluiten van leningen om de op de buitengewone begroting voor 2018 geboekte uitgaven te dekken;
- 2) het desbetreffende consultatiereglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, en o.a. artikelen 117, al. 1 en 234 al. 1;

Gelet op artikel 28 § 1, 6° van de wet van 17 juni 2016 met betrekking tot de overheidsopdrachten volgens hetwelke : "leningen, al dan niet in samenhang met de uitgifte, de aankoop, de verkoop of de overdracht van effecten of andere financiële instrumenten" niet onder de toepassing van deze wet vallen";

Overwegende dat de leningen om investeringen uit de buitengewone begroting van de

Gemeente te dekken onder deze wetgeving vallen;

Overwegende dat de principes van goed bestuur, van transparantie en van gelijkheid van behandeling niettemin moeten in acht genomen worden;

Overwegende dat het nodig is een opdracht te gunnen voor het afsluiten van leningen voor de financiering van de buitengewone investeringen uit de gemeentebegroting van 2018 zoals gespecificeerd in het consultatiereglement, bijgevoegd in het dossier,

Overwegende dat het geraamde bedrag van de opdracht waarvan sprake in vorig artikel, ongeveer 6.235.000 € bedraagt,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist :

Artikel 1

Er zal een opdracht geraamd op 6.235.000 € worden gegund met als voorwerp het afsluiten van leningen voor een bedrag van 55.459.500 € voor de financiering van de buitengewone investeringen van de gemeente voor 2018 zoals gespecificeerd in het hierbij gevoegd consultatiereglement.

Artikel 2

De opdracht waarvan sprake in artikel 1 zal beheerd worden door het consultatiereglement dat bij onderhavige beslissing gevoegd is.

Artikel 3

Het consultatiereglement zal aan minstens 3 bankinstellingen toegestuurd worden.

Artikel 4

De lasten van interesten en aflossingen zullen jaarlijks voorzien worden in de gewone begroting op de artikelen die met de opgenomen leningen overeenkomen.

2 annexes / 2 bijlagen

ST-JOSSE - Règl de consultation 2018 FR.pdf, ST-JOSSE - Règl de consultation 2018 NL.pdf

23.04.2018/A/0009 **Contrat de Rénovation Urbaine Brabant – Nord – Saint-Lazare ; Approbation de la convention de partenariat.**

Le Conseil,

Vu le programme du Contrat de Rénovation Urbaine Brabant - Nord - Saint-Lazare initié par la Région en octobre 2016 ;

Considérant que son périmètre s'étend sur plusieurs Communes (Schaerbeek, Saint-Josse et Bruxelles-Ville) ;

Vu le programme reprenant l'ensemble des opérations à mettre en exécution, approuvé par le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale le 23 novembre 2017 ;

Considérant le nombre d'opérateurs régionaux et communaux, intervenant dans le CRU, en fonction notamment de la spécialisation de certains d'entre eux (Bruxelles-Mobilité, STIB, Bruxelles-Environnement, City Dev, SLRB,

SISP,...);

Considérant que la Région demande la signature d'une convention de partenariat entre l'ensemble des partenaires ;

Décide :

- d'approuver le projet de la convention de partenariat entre l'ensemble des partenaires;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Échevins de l'exécution de la décision du Conseil et de signer le projet la convention annexée, ainsi que tout acte y afférent.

Stadsvernieuwingscontract Brabant – Noord – Sint-Lazarus ; Goedkeuring van de partnerschapsovereenkomst.

De Raad,

Gelet op het programma van het Stadsvernieuwingscontract Brabant - Noord - Sint-Lazarus opgestart door het Gewest in oktober 2016 ;

Overwegende dat zijn perimeter zich uitstrekt over verschillende Gemeenten (Schaarbeek, Sint-Joost en Brussel Stad) ;

Gelet op het programma waarin alle uit te voeren operaties worden vermeld, goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 23 november 2017 ;

Overwegende het aantal gewestelijke en gemeentelijke operatoren dat betrokken is in het SVC, meer bepaald in functie van de specialisatie van bepaalde onder hen (Brussel-Mobiliteit, MIVB, Leefmilieu Brussel, City Dev, BGHM, OVM,...) ;

Overwegende dat het Gewest de ondertekening vraagt van een partnerschapsovereenkomst tussen alle partners ;

Beslist :

-

om het ontwerp van partnerschapsovereenkomst tussen alle partners goed te keuren ;

-

om het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing en met de ondertekening van het bijgevoegde ontwerp van overeenkomst, alsook van alle betreffende akten.

23.04.2018/A/0010 **Rémunération des auteurs et éditeurs pour reprographie; avenant n°1 à la convention en cours entre Reprobel et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode.**

Le Conseil communal,

Vu la lettre en date du 30 novembre 2017 de Reprobel informant que l'ancienne réglementation en matière de reprographie n'existe plus;

Vu qu'elle a été remplacée par une nouvelle réglementation, valable provisoirement pour une seule année de référence "2017";

Vu que la rémunération de reprographie "nouveau style" est réglementée par la Loi du 22 décembre 2016 (M.B.29/12/2016) modifiant le Code de Droit Economique, et pour les pouvoirs publics et les bibliothèques, dans deux arrêtés royaux du 5 mars 2017 (M.B. 10 mars 2017);

Vu que la nouvelle réglementation a supprimé la rémunération sur les appareils de reproduction pour les secteurs professionnels;

Vu qu'en contrepartie, la rémunération par page - la rémunération à payer pour les photocopies d'oeuvres protégées par le droit d'auteur dans les limites de la Licence légale - a été relevée à 0,0554 €;

Vu que la nouvelle rémunération par page consiste en une rémunération pour les auteurs (la "rémunération de reprographie" en tant que telle) d'un montant de 0,0277 € par page et en une rémunération pour les éditeurs qui s'élève également à 0,0277€ par page;

Vu qu'afin d'augmenter la facilité d'utilisation, Reprobel, en tant que guichet unique, perçoit les deux rémunérations conjointement;

Vu que la Commune de Saint-Josse-ten-Noode a conclu dans le passé, sur la base de l'ancienne réglementation de reprographie, une convention pour l'Administration avec Reprobel;

Vu que cette convention avait été négociée entre Reprobel et l'Union des Villes et Communes Belges, le but étant de permettre aux pouvoirs publics locaux de remplir leurs obligations légales d'une manière simple et efficace;

Vu que l'Administration a donc été dispensée de l'obligation légale de faire une déclaration annuelle sur base d'un décompte réel du volume de photocopies et d'une estimation du nombre de photocopies d'oeuvres protégées, ce faisant l'Administration a évité des charges administratives et est restée à l'abri de toute contestation éventuelle par Reprobel;

Vu que le délai était trop court pour négocier avec l'Union des Villes et Communes un nouveau cadre pour l'année de référence 2017;

Vu que pour l'année 2018 c.q. les années de références 2018 et suivantes, une nouvelle négociation est prévue;

Vu qu'il est supposé que le volume de photocopies d'oeuvres protégées au sein de l'Administration n'a pas changé fondamentalement au cours de cette brève période entre l'ancienne réglementation et aujourd'hui;

Vu qu'il est proposé de continuer la convention en cours et de signer un avenant tenant compte de la réglementation modifiée et du nouveau tarif par page;

Vu que la rémunération perçue par Reprobel n'est pas une taxe ou un impôt, mais une

rémunération de licence légale pour compenser le préjudice économique subi en raison des photocopies des oeuvres/éditions sous licence légale;

Décide :

d'approuver la nouvelle réglementation, qui n'est valable provisoirement que pour une seule année de référence "2017" et de signer l'avenant n°1 à la convention en cours entre Reprobel et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, versé au dossier.

Vergoeding aan auteurs en uitgevers voor reproductie; aanhangsel nr 1 bij de lopende overeenkomst tussen Reprobel en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node.

De Gemeenteraad,

Gelet op de brief van 30 november 2017 van Reprobel, waarin wordt geïnformeerd dat de voormalige reglementering inzake reprografie niet meer bestaat;

Gezien deze werd vervangen door een nieuwe reglementering, die slechts voorlopig geldig is voor één enkel referentiejaar "2017";

Gezien de vergoeding voor reprografie "nieuwe stijl" gereguleerd is door de Wet van 22 december 2016 (K.B. 29/12/2016) houdende wijziging van het Wetboek van Economisch Recht en, voor de openbare machten en de bibliotheken, in twee K.B. van 5 maart 2017 (M.B. 10 maart 2017);

Gezien de nieuwe reglementering de vergoeding heeft geschrapt op de reproductieapparaten voor de beroepssectoren;

Gezien daarentegen de vergoeding per pagina - de vergoeding te betalen voor de fotokopieën van werken beschermd door het auteursrecht binnen de grenzen van de Wettelijke Licentie - werd verhoogd tot 0,0554 €;

Gezien de nieuwe vergoeding per pagina bestaat uit een vergoeding voor de auteurs (de "vergoeding voor reprografie" als dusdanig) voor een bedrag van 0,0277 € per pagina en een vergoeding voor de uitgevers die eveneens 0,0277 per pagina bedraagt;

Gezien teneinde het gebruiksgemak te verhogen, Reprobel als enig loket de twee vergoedingen samen int;

Gezien de Gemeente Sint-Joost-ten-Node in het verleden, op basis van de voormalige reglementering inzake reprografie, een overeenkomst voor het Bestuur heeft afgesloten met Reprobel;

Gezien deze overeenkomst werd onderhandeld tussen Reprobel en de Unie van Belgische Steden en Gemeenten, waarbij het doel was om de lokale overheden toe te laten om hun wettelijke verplichtingen op een eenvoudige en efficiënte manier te vervullen;

Gezien het Bestuur dus werd vrijgesteld van de wettelijke verplichting om een jaarlijkse aangifte te doen op basis van een reële telling van het volume van fotokopieën en van een raming van het aantal fotokopieën van beschermde werken, waardoor het Bestuur administratieve lasten heeft vermeden en gespaard is gebleven van alle eventuele betwistingen door Reprobel;

Gezien de termijn te kort was om met de Unie van Belgische Steden en Gemeenten te onderhandelen over een nieuw kader voor het referentiejaar 2017;

Gezien voor het jaar 2018, desgevallende de referentiejaar 2018 en volgende, een nieuwe onderhandeling voorzien is;

Gezien wordt verondersteld dat het volume van fotokopieën van beschermde werken binnen het Bestuur niet fundamenteel veranderd is in de loop van deze korte periode tussen de voormalige reglementering en vandaag;

Gezien wordt voorgesteld om de lopende overeenkomst verder te zetten en om een aanhangsel te ondertekenen rekening houdende met de gewijzigde reglementering en met het nieuwe tarief per pagina;

Gezien de vergoeding geïnd door Reprobel geen belasting of heffing is, maar een vergoeding van wettelijke licentie om het economische nadeel te compenseren dat geleden werd wegens fotokopieën van de werken/edities onder wettelijke licentie;

Beslist:

om de nieuwe reglementering goed te keuren, die slechts voorlopig geldig is voor één enkel refertiejaar "2017" en om het aanhangsel nr. 1 bij de lopende overeenkomst te ondertekenen tussen Reprobel en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, bijgevoegd bij het dossier.

3 annexes / 3 bijlagen

convention reprobel.pdf, Lettre REPROBEL 2017.pdf, Brief REPROBEL 2017.pdf

23.04.2018/A/0011 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 26, § 1, 1^oa de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 26, § 1, 1^oa van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

12 annexes / 12 bijlagen

DC 2018.04.03 (5).pdf, DC 2018.03.27 (28).pdf, DC 2018.03.20 (19).pdf, Info Conseil

23.04.2018/A/0012 **Musée Charlier : Convention de partenariat avec Les Lundis d'Hortense asbl dans le cadre du cycle musical « Midis Jazz » ; septembre 2018 – juin 2019.**

Le Conseil Communal,

Vu les articles 117 et 135 de la Nouvelle Loi communale;

Vu le projet de convention de partenariat avec Les Lundis d'Hortense asbl pour l'organisation des concerts du cycle « Midis Jazz »;

Décide :

- d'approuver cette convention avec Les Lundis d'Hortense asbl;
- d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à signer tous les documents y rapportant;

Charliermuseum : Partnerschapsovereenkomst met Les Lundis d'Hortense vzw in het kader van de cyclus « Jazzmiddagen »; september 2018 – juni 2019.

De Gemeenteraad,

Gezien de artikelen 117 en 135 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien het ontwerp van partnerschapsovereenkomst met Les Lundis d'Hortense vzw voor de organisatie van concerten in de cyclus « Jazzmiddagen »;

Beslist,

- het ontwerp van overeenkomst met Les Lundis d'Hortense vzw goed

te keuren.

•

het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen alle documenten die hierop betrekking hebben te ondertekenen;

4 annexes / 4 bijlagen

Convention 2018-2019.pdf, Musée Charlier Convention de partenariat Les Lundis d'Hortense.sxw, Charliermuseum, Partnerschapsovereenkomst Les Lundis d'Hortense.sxw, Partnerschapsovereenkomst 2018-2019.pdf

23.04.2018/A/0013 **Fête de l'Iris 2018; convention de participation entre l'asbl visit.brussels et la commune de Saint-Josse-ten-Noode.**

Le Conseil,

Vu la tenue de la manifestation "Fête de l'Iris 2018", les 5 et 6 mai 2018;

Etant donné que la Région de Bruxelles Capitale à charger l'asbl visit.brussels de l'organisation de celle-ci;

Vu que cette manifestation mettra en lumière les différentes communes et associations de Bruxelles;

Etant donné qu'il est important pour notre commune d'être représentée lors de cette manifestation;

Etant donné que l'asbl Avenir, rue du Moulin, 150 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, propose d'y animer un jeu géant, le dimanche 6 mai 2018, en partenariat avec notre Commune;

Décide :

d'autoriser le Collège à signer la convention de participation (volet associatif et culturel) à la Fête de l'Iris 2018 entre l'asbl visit.brussels et la commune de Saint-Josse-ten-Noode.

Irisfeest 2018; overeenkomst tot deelname tussen de vzw visit.brussels en de gemeente Sint-Joost-ten-Node.

De Raad,

Gelet op het plaatsvinden van het evenement "Irisfeest 2018" op 5 en 6 mei 2018;

Gezien het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de vzw visit.brussels heeft belast met de organisatie van dit evenement;

Gezien dit evenement de verschillende gemeenten en verenigingen van Brussel onder de aandacht zal plaatsen;

Gezien het belangrijk is voor onze gemeente om te worden vertegenwoordigd op dit evenement;

Gezien de vzw Avenir, Molenstraat 150 te 1210 Sint-Joost-ten-Node aanbiedt om er een reuzespel te animeren, op zondag 6 mei 2018, in partnerschap met onze Gemeente;

Beslist :

om het College toe te staan de overeenkomst tot deelname te ondertekenen (cultureel- en verenigingsluik) op het Irisfeest 2018 tussen de vzw visit.brussels en de gemeente Sint-Joost-ten-Node.

4 annexes / 4 bijlagen

NL - Convention de participation 2018(2).pdf, Deelname aan het Irisfeest.pdf, Soumission au Conseil fête de l'irs.pdf, FR - Convention de participation 2018.pdf

23.04.2018/A/0014 **Bains de St-Josse asbl, vérification comptable de l'exercice 2013.**

Mesdames, Messieurs,

En sa séance du 28 septembre 1978, vous avez décidé de confier à l'asbl « Bains de Saint-Josse », la concession d'exploitation du bassin de natation, rue Saint-François 23/27.

Conformément à l'art.20 de la convention, l'asbl transmet à l'administration communale le compte de l'exercice 2013 que nous soumettons à votre approbation.

Le compte d'exploitation de l'exercice 2013 présente un bénéfice de 27.183,23€.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé la vérification comptable du compte de l'exercice 2013 des bains de Saint-Josse asbl, en sa séance du .../...../2018.

Nous vous proposons en conséquence, d'approuver le compte 2013 de l'asbl « Bain de Saint-Josse » tel qu'il est versé au dossier.

Bains de St-Josse vzw ; nazicht van de rekening van het dienstjaar 2013.

Mevrouwen, Mijne Heren,

In zitting van 28 september 1978 heeft u beslist de uitbatingsvergunning van het zwembad, St-Franciscus,23/27, toe te vertrouwen aan de v.z.w Bad en zweminstilligen van Sint-Joost.

Overeenkomsting artikel 20 van de overeenkomst, maakt de concessiehoudende vereniging de rekening van het dienstjaar 2013, welke wij hierbij aan uw goedkeuring voorleggen, over aan het gemeentebestuur.

De uitbatingsrekening van het dienstjaar 2013 vertoont een winst van 27.183,23€.

In zijn zitting van .../...../2018 heeft het College van Burgemeester en Schepenen de boekhoudkundige verificatie van de rekening voor 2013 goedgekeurd.

Bijgevolg stellen wij u voor, de rekening van het dienstjaar 2013 van v.z.w. Bad- en zweminstilligen van Sint-Joost, zoals ze is toegevoegd aan het dossier, goed te keuren.

3 annexes / 3 bijlagen

RAPPORT-c13-bains.pdf, RAPPORTGESTION_C13_BAINS.pdf, COMPTE2013_BAINS.pdf

23.04.2018/A/0015 **Bains de St-Josse asbl, vérification comptable de l'exercice 2014.**

Mesdames, Messieurs,

En sa séance du 28 septembre 1978, vous avez décidé de confier à l'asbl « Bains de Saint-Josse », la concession d'exploitation du bassin de natation, rue Saint-François 23/27.

Conformément à l'art.20 de la convention, l'asbl transmet à l'administration communale le compte de l'exercice 2014 que nous soumettons à votre approbation.

Le compte d'exploitation de l'exercice 2014 présente un bénéfice de 40.687,29€.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé la vérification comptable du compte de l'exercice 2014 des bains de Saint-Josse asbl, en sa séance du .../...../2018.

Nous vous proposons en conséquence, d'approuver le compte 2014 de l'asbl « Bain de Saint-Josse » tel qu'il est versé au dossier.

Bains de St-Josse vzw ; nazicht van de rekening van het dienstjaar 2014.

Mevrouwen, Mijne Heren,

In zitting van 28 september 1978 heeft u beslist de uitbatingsvergunning van het zwembad, St-Franciscus,23/27, toe te vertrouwen aan de v.z.w Bad en zweminstilligen van Sint-Joost.

Overeenkomsting artikel 20 van de overeenkomst, maakt de concessiehoudende vereniging de rekening van het dienstjaar 2014, welke wij hierbij aan uw goedkeuring voorleggen, over aan het gemeentebestuur.

De uitbatingsrekening van het dienstjaar 2014 vertoont een winst van 40.687,29€.

In zijn zitting van .../...../2018 heeft het College van Burgemeester en Schepenen de boekhoudkundige verificatie van de rekening voor 2014 goedgekeurd.

Bijgevolg stellen wij u voor, de rekening van het dienstjaar 2014 van v.z.w. Bad- en zweminstilligen van St-Joost, zoals ze is toegevoegd aan het dossier, goed te keuren.

3 annexes / 3 bijlagen

PV de l'AG du 6.12.2016 et compte et bilan 2014.pdf, RAPPORT_COMPTE2014.pdf, annexe-bains-compte2014.pdf

23.04.2018/A/0016 Mission d'étude pour la rénovation lourde de l'immeuble sis 35, rue de l'Union et pour la démolition/reconstruction de l'immeuble sis 53, rue Botanique ; Approbation des conditions et du mode de passation.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 1° (la valeur estimée HTVA n'atteint pas le seuil de 221.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des

marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2018/3417 relatif au marché “Mission d'étude pour la rénovation lourde de l'immeuble sis 35, rue de l'Union et pour la démolition/reconstruction de l'immeuble sis 53, rue Botanique” établi par le Département Propriétés Communales - Service Maintenance ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 180.483,60 € (21% TVA comprise) ;

Considérant que ce marché de mission d'étude est lancé pour procéder ensuite au lancement du marché de travaux de la rénovation lourde de l'immeuble sis 35, rue de l'Union et pour la démolition/reconstruction de l'immeuble sis 53, rue Botanique dans le cadre du Plan Triennal d'Investissement subsidié par la Région de Bruxelles-Capitale pour un montant de subside global de 956.000 €;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 9220-723-60 ;

Considérant que ce crédit sera financé par emprunt ;

Décide

- d'approuver le cahier des charges N° 2018/3417 et le montant estimé du marché “Mission d'étude pour la rénovation lourde de l'immeuble sis 35, rue de l'Union et pour la démolition/reconstruction de l'immeuble sis 53, rue Botanique”, établis par le Département Propriétés Communales - Service Maintenance. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 180.483,60 € (21% TVA comprise).

- de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 9220-723-60.

**Studieopdracht voor de zware renovatie van het gebouw gelegen Uniestraat 35 en voor de afbraak/heropbouw van het gebouw gelegen Kruidtuinstraat 53 ;
Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 1° (de geraamde waarde excl. btw niet bereikt de drempel van 221.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene

uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;
Overwegende dat in het kader van de opdracht “studieopdrachtcontract voor de zware renovatie van het gebouw gelegen te 35, Uniestraat en voor de afbraak / heropbouw van het gebouw gelegen aan de Kruidtuinstraat 53” een bestek met nr. 2018/3417 werd opgesteld door de Departement Gemeentelijke Eigendommen - Dienst Onderhoud;
Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 180.483,60 € (21% BTW inclusief);
Overwegende dat deze opdracht van studieopdracht wordt gelanceerd om vervolgens over te gaan tot de lancering van de opdracht van werken van zware renovatie van het gebouw gelegen Uniestraat 35 en voor de afbraak/heropbouw van het gebouw gelegen Kruidtuinstraat 53 in het kader van het Driejarig Investeringsplan gesubsidieerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een totaal subsidiebedrag van 956.000 €;
Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2018, op artikel 9220-723-60 van de buitengewone begroting;
Overwegende dat de financiering gebeurt met een lening;

Beslist :

- goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2018/3417 en de raming voor de opdracht “Studie opdracht voor de zware renovatie van het gebouw gelegen Uniestraat, 35 en voor de afbraak/heropbouw van het gebouw gelegen Kruidtuinstraat, 53”, opgesteld door de Departement Gemeentelijke Eigendommen - Dienst Onderhoud. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 180.483,60 € (21% BTW inclusief).
- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.
- de aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.
- de uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2018, op artikel 9220-723-60 van de buitengewone begroting.

3 annexes / 3 bijlagen

CSCH.pdf, Métré estimatif.pdf, Bestek.pdf

23.04.2018/A/0017 **Subside dans le cadre du FIPI communal 2018 à l'asbl CALAME pour le projet « Lutte contre l'échec social et scolaire des jeunes par le biais de l'implication des parents » ; octroi.**

Le Conseil Communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Conseil communal du 18 décembre 2017, adoptant l'approbation du budget ordinaire de l'exercice 2018 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 mars 2018, adoptant dans la liste des

subsidies communaux de l'exercice 2018 et répertoriant à l'article 8421/332-02 le libellé F.I.P.I. pour un crédit de € 47.000 ;

Vu la demande de subsides faite par l'asbl CALAME relative aux frais du projet « Lutte contre l'échec social et scolaire des jeunes par le biais de l'implication des parents »;

Vu la Décision du Collège du 28/12/17 de sélectionner 3 projets associatifs dont celui de l'asbl CALAME pour un subside d'un montant de 15.000 €;

Vu l'Arrêté 2018/219/7 du Collège de la COCOF octroyant subventions aux projets présentés par les communes, notifiant un budget de 47.000 € pour la Commune de Saint Josse;

Attendu que le subside est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément à l'article 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983 ;

Considérant qu'étant donné le contexte relatif au FIPI nous liant à la Cocof et pour des raisons de bonne organisation et de respect des délais impartis dans ce cadre, par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, il est préconisé de liquider le subside en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 12.000€ , en une fois ;
- le solde de 20%, soit 3.000€, sera liquidé après réception, le 31/01/19, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

Décide,

d'accorder un subside de € 15.000,00 à CALAME asbl, rue de la Pacification 13 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, sur le numéro de compte BE23 5230 8038 5591 sous la référence "subvention FIPI 2018" sous réserve de la restitution de la partie de subvention non-justifiée, conformément à l'article 7, alinéa 1 et 2 de la loi du 14 novembre 1983;

d'autoriser par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, la liquidation du subside, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 12.000€ , en une fois ;
- le solde de 20%, soit 3.000€, sera liquidé après réception, le 31/01/19, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

d'imputer la dépense à l'article 8421/332-02 du budget ordinaire 2018.

6 annexes / 6 bijlagen

CALAME Rapport Collège_octroi FIPI 2018.pdf, DC SELECTION Projets FIPI 2018.pdf, CALAME Statuts.pdf, SPFB FIPI Communal 2018 Arrêté 2018-219-7.pdf, CALAME Projet FIPI 2018 + Annexes.pdf, Conseil FR et NL_subsidies communaux 2018_18-03-26 & Tableau Subsidies .pdf

23.04.2018/A/0018 **Subside dans le cadre du FIPI communal 2018 à l'asbl La RUELLE pour le projet « Dispositif multi-axial et mobile d'accompagnement psycho social de proximité »; octroi.**

Le Conseil Communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Conseil communal du 18 décembre 2017, adoptant l'approbation du budget ordinaire de l'exercice 2018 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 mars 2018, adoptant dans la liste des subsides communaux de l'exercice 2018 et répertoriant à l'article 8421/332-02 le libellé F.I.P.I. pour un crédit de € 47.000 ;

Vu la demande de subsides faite par l'asbl La RUELLE relative aux frais du projet « Dispositif multi-axial et mobile d'accompagnement psycho social de proximité »;

Vu la Décision du Collège du 28/12/17 de sélectionner 3 projets associatifs dont celui de l'asbl La RUELLE;

Vu l'Arrêté 2018/219/7 du Collège de la COCOF octroyant subventions aux projets présentés par les communes, notifiant un budget de 47.000 € pour la Commune de Saint Josse;

Attendu que le subside est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément à l'article 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983 ;

Considérant qu'étant donné le contexte relatif au FIPI nous liant à la Cocof et pour des raisons de bonne organisation et de respect des délais impartis dans ce cadre, par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, les subsides concernés seront liquidés, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 16.800 € , des subsides concernés ;
- le solde de 20%, soit 4.200 €, sera liquidé après réception, le 31/01/19, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

Décide,

d' octroyer un subside de € 21.000,00 au nom de La RUELLE asbl, rue Saint Alphonse, 20 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, sur le numéro de compte BE45 3100 6679 4589 sous la référence "subvention FIPI 2018" sous réserve de la restitution de la partie de subvention non-justifiée, conformément à l'article 7, alinéa 1 et 2 de la loi du 14 novembre 1983;

d'autoriser par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, la liquidation du subside, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 16.800 € , en une fois ;

- le solde de 20%, soit 4.200 €, sera liquidé après réception, le 31/01/19, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

d'imputer la dépense à l'article 8421/332-02 du budget ordinaire 2018.

6 annexes / 6 bijlagen

DC SELECTION Projets FIPI 2018.pdf, RUELLE Rapport Collège octroi FIPI 2018.pdf, SPFB FIPI Communal 2018 Arrêté 2018-219-7.pdf, RUELLE Projet FIPI 2018 et Annexes.pdf, Conseil FR et NL_subsidies communaux 2018_18-03-26 & Tableau Subsidies .pdf, RUELLE+Statuts 2006 à 2016.pdf

23.04.2018/A/0019 **Subside dans le cadre du FIPI communal 2018 à l'asbl SIMA pour le projet « 1001 façons de promouvoir le dialogue interculturel à Saint Josse-ten-Noode.»; octroi.**

Le Conseil Communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Conseil communal du 18 décembre 2017, adoptant l'approbation du budget ordinaire de l'exercice 2018 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 mars 2018, adoptant dans la liste des subsides communaux de l'exercice 2018 et répertoriant à l'article 8421/332-02 le libellé F.I.P.I. pour un crédit de € 47.000 ;

Vu la demande de subsides faite par l'asbl SIMA relative aux frais du projet «1001 façons de promouvoir le dialogue interculturel à Saint-Josse-ten-Noode. »;

Vu la Décision du Collège du 28/12/17 de sélectionner 2 projets associatifs dont celui de l'asbl SIMA;

Vu l'Arrêté 2018/219/7 du Collège de la COCOF octroyant subventions aux projets présentés par les communes, notifiant un budget de 47.000 € pour la Commune de Saint Josse;

Attendu que le subside est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément à l'article 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983 ;

Considérant qu'étant donné le contexte relatif au FIPI nous liant à la Cocof et pour des raisons de bonne organisation et de respect des délais impartis dans ce cadre, par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, les subsides concernés seront liquidés, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 8.800 € , des subsides concernés ;
- le solde de 20%, soit 2.200 €, sera liquidé après réception, le 31/01/19, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

Décide,

d'octroyer un subside de € 11.000,00 au nom de SIMA asbl, rue Brialmont, 21 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, sur le numéro de compte BE05 6354 2817 0175 sous la référence "subvention FIPI 2018" sous réserve de la restitution de la partie de subvention non-justifiée, conformément à l'article 7, alinéa 1 et 2 de la loi du 14 novembre 1983;

d'autoriser par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, la liquidation du subside, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 8.800 € , en une fois ;
- le solde de 20%, soit 2.200 €, sera liquidé après réception, le 31/01/19, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

d'imputer la dépense à l'article 8421/332-02 du budget ordinaire 2018.

6 annexes / 6 bijlagen

DC SELECTION Projets FIPI 2018.pdf, SPFB FIPI Communal 2018 Arrêté 2018-219-7.pdf, SIMA Projet FIPI 2018 et Annexes.pdf, SIMA Rapport Collège octroi FIPI 2018.pdf, SIMA Statuts 2010 à 2017.pdf, Conseil FR et NL_subsidies communaux 2018_18-03-26 & Tableau Subsidies .pdf

23.04.2018/A/0020 **Fabrique d'Eglise Anglicane Unifiée « Holy Trinity »; compte de l'exercice 2016.**

Le Conseil communal,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, notamment l'article 8, modifié par l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 relative au transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu les articles 117, 255, 9° et 256, § 1^{er} de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le compte de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Anglicane Unifiée tel qu'il a été arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 30/12/2016 ;

Considérant que le compte de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Anglicane Unifiée peut se résumer comme suite :

<u>Compte</u>	<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Excédent</u>
2016	319.842,14 €	319.233,42 €	608,72 €

Considérant l'avis favorable du Conseil Communal d'Ixelles du 21/12/2017 à l'approbation du compte 2016 de l'Eglise Anglicane Unifiée « Holy Trinity » ;

Considérant que la circonscription de la paroisse de la Fabrique d'Eglise Anglicane Unifiée « Holy Trinity » s'étend sur les 19 communes intéressées, dont en partie sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode ;

Décide :

D'avis favorablement le compte de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Anglicane Unifiée « Holy Trinity », sise rue Capitaine Crespel, 29 à 1050 Ixelles tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique.

Kerkfabriek der Verenigde Anglikaanse Kerk « Holy Trinity »; rekening van dienstjaar 2016.

De Gemeenteraad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de Kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, inzonderheid artikel 8, gewijzigd door de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 betreffende de overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en gemeenschappen ;

Gelet op de artikelen 117, 255, 9° en 256, § 1 van de Nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de rekening van dienstjaar 2016 van de Verenigde Anglikaanse Kerkfabriek zoals goedgekeurd door de Fabrieksraad op 30/12/2016 ;

Overwegende dat de rekening van dienstjaar 2016 van de Verenigde Anglikaanse Kerkfabriek kan worden samengevat als volgt :

<u>Rekening</u>	<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Overschot</u>
2016	319.842,14 €	319.233,42 €	608,72 €

Overwegende het gunstig advies van de Gemeenteraad van Elsene van 21/12/2017 betreffende de goedkeuring van de rekening 2016 van de Verenigde Anglikaanse Kerkfabriek « Holy Trinity » ;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van de Verenigde Anglikaanse Kerkfabriek « Holy Trinity » zich uitstrekt over de 19 belanghebbende gemeenten, waarvan een gedeelte op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-Ten-Node ;

Beslist :

Om een gunstig advies te verlenen voor de rekening van dienstjaar 2016 van de Verenigde Anglikaanse Kerkfabriek « Holy Trinity », gelegen Kapitein Crespelstraat 29 te 1050 Elsene zoals opgesteld door de Fabrieksraad.

2 annexes / 2 bijlagen

délibération_compte2016_holy.pdf, COMPTE2016_HOLY.pdf

23.04.2018/A/0021 **Fabrique d'Eglise Anglicane Unifiée « Holy Trinity »; budget de l'exercice 2018.**

Le Conseil communal,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, notamment l'article 8, modifié par l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 relative au transfert de diverses compétences aux régions et communautés;

Vu les articles 117, 255, 9° et 256, § 1^{er} de la Nouvelle Loi communale;
Vu le budget de l'exercice 2018 de la Fabrique d'église Anglicane Unifiée « Holy Trinity » tel qu'il a été arrêté par le Conseil de Fabrique en sa séance du 11 septembre 2017 ;

Vu l'avis favorable émis sur le budget 2018 par le Conseil communal d'Ixelles en sa séance du 23 novembre 2017;

Considérant qu'après vérification comptable, l'équilibre budgétaire n'est pas respecté, le budget 2018 de la Fabrique d'église Anglicane Unifiée « Holy Trinity » se présente avec un excédent sans intervention financières des communes;

Considérant qu'après vérification comptable, le budget de l'exercice 2018 de la Fabrique d'église Anglicane Unifiée « Holy Trinity » se présente comme suit :

Recettes : 190.468,72 €

Dépenses : 189.900,00 €

Considérant qu'aucune intervention communale n'est sollicitée par cette administration fabricienne;

Décide :

D'émettre un avis favorable à l'approbation par l'Autorité de tutelle au budget 2018 la Fabrique d'église Anglicane Unifiée « Holy Trinity » sise rue Capitaine Crespel,29 à 1050 Ixelles, tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique.

Verenigde Anglikaanse Kerkfabriek « Holy Trinity »; begroting van dienstjaar 2018.

De Gemeenteraad

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de Kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten, inzonderheid artikel 8, gewijzigd door de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 betreffende de overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en gemeenschappen ;

Gelet op de artikelen 117, 255, 9° en 256, § 1 van de Nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de begroting van dienstjaar 2018 van de Verenigde Anglikaanse Kerkfabriek zoals goedgekeurd door de Fabrieksraad in zitting van 11 september 2017 ;

Gelet op het gunstig advies uitgebracht over de begroting 2018 door de Gemeenteraad van Elsene in zitting van 23 november 2017;

Overwegende dat na boekhoudkundig nazicht het begrotingsevenwicht niet wordt gerespecteerd, de begroting 2018 van de **Verenigde Anglikaanse Kerkfabriek « Holy Trinity » vertoont een overschot zonder financiële tussenkomst van de gemeenten;**

Overwegende dat na boekhoudkundig nazicht de begroting van dienstjaar 2018 van de **Verenigde Anglikaanse Kerkfabriek « Holy Trinity » als volgt kan worden samengevat :**

Ontvangsten : 190.468,72 €

Uitgaven : 189.900,00 €

Overwegende dat geen enkele gemeentelijke tussenkomst wordt gevraagd door deze kerkelijke administratie;

Beslist :

Om een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring door de Toezichthoudende overheid van de begroting 2018 van de Verenigde Anglikaanse Kerkfabriek « Holy Trinity » gelegen Kapitein Crespelstraat 29 te 1050 Elsene, zoals opgesteld door de Fabrieksraad.

2 annexes / 2 bijlagen

Holy Trinity Budget 2018.pdf, DELIB_B18_HOLY.pdf

23.04.2018/A/0022 De stedenbouwkundige toekomst van de Leuvense steenweg ?; interpellatie ingeïend door Dhr Frederic Roekens, Gemeenteraadslid. (Aanvullend)

1 annexe / 1 bijlage

Leuvense steenweg - F. Roekens.pdf

23.04.2018/A/0023 Motion zone 30 sur l'ensemble du territoire de Saint-Josse pour la fin 2018 ; proposition introduite par M. Ahmed Mouhssin, Conseiller communal. (Complémentaire)

1 annexe / 1 bijlage

Motion zone 30 - A. Mouhssin.pdf

23.04.2018/A/0024 Modification du règlement communal relatif à l'octroi d'une prime à la relance et au soutien de l'activité économique des commerçants, des artisans et de l'Horeca, à l'issue de certains travaux d'utilité publique sur le domaine public ; proposition de M. Ahmed Mouhssin, Conseiller communal. (Complémentaire)

1 annexe / 1 bijlage

Modification du règlement prime - A. Mouhssin.pdf

23.04.2018/A/0025 Fan-zones à Saint-Josse pour la coupe du monde 2018 ; proposition introduite par M. Ahmed Mouhssin, Conseiller communal. (Complémentaire)

1 annexe / 1 bijlage

Fan- zones 2018 - A. Mouhssin.pdf